

# Vers une reconfiguration du système commercial en Asie-Pacifique : le face à face entre les États-Unis et la Chine

Volume 10, numéro 4, mai 2017

## Résumé analytique

Au cours de la fin de semaine précédant la réunion annuelle du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale ( 17 - 21 avril ), le secrétaire au Commerce des États-Unis, Wilbur Ross, s'est inscrit en faux contre la mise en garde de la directrice-générale du FMI, Christine Lagarde, sur la montée du protectionnisme. Pour Ross, c'est le système commercial multilatéral qui est en partie responsable du déficit commercial enregistré par les États-Unis depuis les années 1970.

Après le retrait du Partenariat Transpacifique [ TPP ] en janvier dernier, deux grands enjeux se dessinent pour les États-Unis. Premièrement, la réduction du déficit commercial implique de nouveaux choix sur le plan des politiques fiscale et budgétaire. Deuxièmement, les États-Unis et la Chine devront parvenir à un accord bilatéral sur les investissements [ TBI ]. L'avenir des rapports entre les deux grandes puissances commerciales du Pacifique déterminera en grande partie la pérennité du système commercial multilatéral.

## Contenu

Le choc entre le  
nationalisme économique et  
le système commercial  
multilatéral.....2

Études économiques,  
ouvrages et articles connexes  
ce mois-ci.....9

## Le choc entre le nationalisme économique et le système commercial multilatéral

Selon Wilbur Ross, secrétaire au Commerce des États-Unis, l'augmentation du déficit commercial des États-Unis avec ses partenaires commerciaux japonais, européens et chinois est due aux mesures protectionnistes de ces derniers. Selon Ross, l'administration Trump refuse désormais de tolérer la persistance d'un tel déséquilibre.<sup>1</sup>

La question est de savoir comment le déficit commercial d'une nation est calculé ? Les économistes Jeffrey D. Sachs et Martin Feldstein nous fournissent une réponse contredisant la position de ceux qui associent le déficit commercial des uns au protectionnisme des autres. Pour Sachs, comme pour Feldstein, la balance commerciale équivaut à l'épargne nationale moins les investissements faits au pays. En somme, le surplus commercial d'une nation est le résultat d'un niveau d'épargne plus élevé que l'ensemble des investissements effectués dans une économie. Le déficit commercial des États-Unis avec ses principaux partenaires est donc causé par un niveau d'épargne publique et privée qui est en-deça du total des investissements au pays.<sup>2</sup> Comment expliquer cette situation ?

Martin Feldstein précise que le déficit commercial des États-Unis s'élève actuellement à près de 450 milliards de dollars, soit l'équivalent de 2.5 % du PIB. Le pays importe donc 450 milliards de dollars en biens et services de plus qu'il en exporte.

Doit-on pour autant blâmer les partenaires commerciaux des États-Unis pour cet état de fait ? Pour Feldstein, il s'agirait plutôt d'un problème interne n'ayant aucun lien avec les décisions de pays étrangers comme la Chine, l'Allemagne ou le Japon. La réalité est que les Américains consomment plus qu'ils ne produisent.<sup>3</sup> Selon Feldstein, la réduction du déficit commercial passe par une augmentation de l'épargne des ménages et par une réduction du déficit budgétaire du gouverne-

*The overall trade deficit is the result of the saving and investment decisions of U.S. households and businesses. The policies of foreign governments affect only how that deficit is divided among America's trading partners.*

Martin Feldstein. Project Syndicate, April 25, 2017.

<sup>1</sup> Shawn Donnan and Demetri Sevastopulo, « IMF warnings of U.S. protectionism ' rubbish ' says Ross », *Financial Times*, April 16, 2017.

En ligne : <https://www.ft.com/content/ef20b50a-2252-11e7-8691-d5f7e0cd0a16>

<sup>2</sup> Jeffrey D. Sachs, « Will economic illiteracy trigger a trade war ? », *Project Syndicate*, April 20, 2017.

En ligne : <https://www.project-syndicate.org/commentary/trump-economic-illiteracy-trade-war-by-jeffrey-d-sachs-2017-04>. Voir aussi Martin Feldstein, « Inconvenient truths about the U.S. trade deficit », *Project Syndicate*, April 25, 2017.

En ligne : <https://www.project-syndicate.org/commentary/america-trade-deficit-inconvenient-truth-by-martin-feldstein-2017-4>

<sup>3</sup> Martin Feldstein, *idem*.

ment fédéral, ce qui permettrait des investissements additionnels et, à terme, entraînerait une augmentation du revenu réel des Américains.<sup>4</sup>

Pour Jeffrey D. Sachs, le problème fondamental du déficit commercial n'est pas la surconsommation des ménages. Le taux d'épargne nationale, soit la somme de l'épargne privée et publique en pourcentage du revenu national brut, a décliné depuis les trente dernières années. La plus grande part de ce déclin est due à une baisse marquée du taux d'épargne publique, soit des trois paliers de gouvernement.<sup>5</sup> La cause principale de ce déclin de l'épargne publique sont les réductions d'impôts qui ont provoqués un déficit chronique du budget du gouvernement fédéral en particulier. Les revenus gouvernementaux étant à la baisse par rapport aux dépenses, la dette publique est passée de 35% du PIB en 2007 à près de 74% du PIB en 2015.<sup>6</sup> En clair, les politiques budgétaire et fiscale du gouvernement

*America's trade and budget imbalances could soon get a lot worse if Trump and congressional Republicans get their way in cutting federal taxes still further. [...]. With a larger budget deficit, America's current-account deficit would sour as well, just as it did when Reagan's tax cuts expanded the federal budget deficit sharply in the early 1980s.*

Jeffrey D. Sachs. Project Syndicate, April 20, 2017.

fédéral, adoptées tant par les démocrates que par les républicains depuis trente ans, seraient à l'origine du déficit chronique de la balance commerciale aux États-Unis.

La réduction du déficit commercial passerait donc par une augmentation du taux d'épargne des ménages et des gouvernements selon Sachs et Feldstein. Mais qu'en est-il de la portion des investissements dans l'équation ? David Dollar, Thilo Hanemann et Cassi Gao notent tous les trois une hausse rapide des investissements étrangers aux États-Unis en provenance de la République populaire de Chine [ RPC ] depuis 2015.<sup>7</sup> Cela peut expliquer en partie l'écart important entre l'épargne nationale

et les investissements au pays.

Selon Hanemann et Gao, les compagnies chinoises ont investi près de 45.6 milliards de dollars dans l'économie américaine en 2016 *versus* 16 milliards de dollars en 2015.<sup>8</sup> Le total du stock d'investissements directs chinois aux États-Unis s'élève désormais à 109 milliards de dollars.<sup>9</sup> En comparaison, les investissements

<sup>4</sup> Martin Feldstein, *idem*. Ajoutons à cet égard une réduction de la dette publique et privée.

<sup>5</sup> Jeffrey D. Sachs, *idem*.

<sup>6</sup> Jeffrey D. Sachs, *idem*.

<sup>7</sup> David Dollar, « The future of U.S.-China economic ties », *Brookings report*, October 4, 2016. Mis à jour le 23 janvier 2017. En ligne : <https://www.brookings.edu/research/the-future-of-u-s-china-trade-ties>. Voir aussi Thilo Hanemann, Cassi Gao, « Record deal making in 2016 pushes cumulative Chinese FDI in the U.S. above \$ 100 billion », *Rhodium Group, LLC note*, December 30, 2016. En ligne : <http://rhg.com/notes/record-deal-making-in-2016-pushes-cumulative-chinese-fdi-in-the-us-above-100-billion>

<sup>8</sup> Thilo Hanemann, Cassi Gao, *idem*. Voir aussi un article du magazine *The Economist* daté du 30 mars 2017. *The Economist*, « The silk-silver axis : the world's most important economic relationship is also its most fraught », *The Economist*, vol. 423, no. 9034 (2017), p. 62. En ligne : <http://www.economist.com/news/briefing/21719772-worlds-most-important-bilateral-economic-relationship-flourishing-and-deep>

<sup>9</sup> Thilo Hanemann, Cassi Gao, *idem*.

directs américains en Chine ont atteint 13 milliards de dollars en 2016. David Dollar note que le stock des IDE américains dans les pays partenaires du défunt TPP se chiffrait à 1 billion de dollars en 2014 alors que ce chiffre s'élevait à près de 67 milliards de dollars en Chine pour la même année.<sup>10</sup> Selon le Rhodium Group, le stock réel des investissements américains en Chine, pour la période entre 1990 et 2015, s'élèverait à 228 milliards de dollars. Cette évaluation tient compte des capitaux en provenance des Îles Caymans et de Hong Kong.<sup>11</sup>

On relève deux tendances importantes. Premièrement, les IDE deviennent une composante majeure des échanges commerciaux en Asie-Pacifique, particulièrement entre la Chine et les États-Unis. Deuxièmement, David Dollar souligne le caractère asymétrique de la politique des IDE chinois qui tend à exercer une pression à la hausse sur le déficit commercial américain. En effet, Dollar mentionne l'existence de nombreuses restrictions à l'investissement imposées par la RPC aux investisseurs étrangers pour une grande partie des secteurs économiques, ce qui limite considérablement les occasions d'investissement. Selon l'auteur, l'OCDE considère la Chine comme l'une des économies les plus fermées aux investissements étrangers. Les secteurs les plus touchés seraient la finance, les télécommunications, les médias, la logistique et l'automobile.<sup>12</sup> Les entreprises chinoises, qu'elles soient privées ou publiques, ne font pas l'objet des mêmes restrictions aux États-Unis. Le comité d'examen des investissements étrangers sur le territoire américain [ *Committee on Foreign Investment in the United States – CFIUS* ] ne tient compte que des critères de sécurité nationale dans l'analyse des dossiers. Ceci limite considérablement la marge de manœuvre des membres du CFIUS pour accepter ou refuser des dossiers sur la base de l'intérêt national ou de l'équité.<sup>13</sup>

*The new imbalance in the relationship is that Chinese state enterprises are buying their competitors in the United States and Europe, especially in high-tech sectors. U.S. firms are not allowed to make similar purchases in China because of China's restrictions.*

David Dollar. Brookings Institution, October 4, 2016.

L'une des caractéristiques des entreprises chinoises qui investissent aux États-Unis, selon Hanemann et Gao, est qu'elles sont détenues en majeure partie par des capitaux privés. Le secteur privé chinois compte pour près de 79 % des investissements aux États-Unis en 2016.<sup>14</sup>

<sup>10</sup> David Dollar, *idem*.

<sup>11</sup> The Economist, *ibid*, p. 60.

<sup>12</sup> David Dollar, *idem*.

<sup>13</sup> David Dollar, *idem*. Voir aussi Christian Deblock qui cite le président Gerald Ford lors de la signature de la loi de 1974 sur l'examen de l'investissement étranger [ *Foreign Investment Study Act of 1974* ]. Christian Deblock, « Les États-Unis et l'investissement direct étranger : une histoire à trois temps », chap. In *L'investissement et la nouvelle économie mondiale : trajectoires nationales, réseaux mondiaux et norms internationales*, sous la direction de Mathieu Arès et Éric Boulanger, pp. 153-223, Bruxelles, Éditions Bruylant, 2012, p. 186. Extrait : « [ ... ]. Therefore, my administration will oppose any new restriction on foreign investment in the United States except where absolutely necessary on national security grounds or to protect an essential national interest. » (p. 186).

<sup>14</sup> Thilo Hanemann, Cassi Gao, *idem*.

L'analyse de la balance des paiements nous fait prendre conscience de deux importantes observations. La première a trait à la faiblesse des arguments des nationalistes de l'administration Trump. En effet, la balance commerciale d'une nation n'est pas seulement le résultat de la valeur nette des échanges de biens et services sur les marchés internationaux. Elle reflète plutôt la différence entre l'épargne et les dépenses en investissements. Selon l'analyse de Dollar, le déficit commercial enregistré par les États-Unis en 2016 vis-à-vis la Chine, soit près de 343 milliards de dollars, est le résultat d'une épargne en déclin et d'investissements à la hausse (importateur net de capitaux). Pour ce qui est de la Chine, son surplus commercial vis-à-vis les États-Unis s'explique par une épargne élevée et par des investissements à la baisse (exportateur net de capitaux).<sup>15</sup>

La deuxième conclusion est que, selon Dollar, la principale limite aux IDE en provenance des États-Unis vers la Chine vient des restrictions qu'elle impose.<sup>16</sup>

*China's success in low-end manufacturing has already caused a backlash in America. As Chinese firms take on companies at the heart of the American economy, the friction will surely increase.*

The Economist, March 30, 2017.

Potentiellement, les liens d'interdépendance entre les deux géants de l'économie mondiale pourraient être plus étroits à long terme. Cela signifie également que le risque de conflit commercial entre la Chine et les États-Unis demeure élevé à long terme. Pour Hanemann et Gao, les risques associés à l'incertitude politique aux États-Unis demeurent élevés. La menace d'une hausse tarifaire de 45 % sur les importations en provenance de Chine par l'administration Trump plane toujours. Les

investisseurs chinois craignent un renforcement des règles et des normes d'éligibilité dans le mandat de la CFIUS.<sup>17</sup> À cet égard, David Dollar propose de limiter l'accès du marché américain des fusions & acquisitions aux entreprises d'État afin d'éviter le risque d'acquisitions stratégiques au détriment de l'intérêt national.<sup>18</sup> L'autre levier de négociation que possède les États-Unis est le statut d'économie non libéralisée [ *non market economy* ] accordé à la Chine en 2001 pour une période de 15 ans par l'OMC.<sup>19</sup> Depuis décembre 2016, une décision doit être prise à l'OMC pour accorder à la RPC le statut d'économie de marché. Selon David Dollar, les États-Unis peuvent utiliser ce levier afin d'obtenir des concessions de la Chine.<sup>20</sup>

<sup>15</sup> David Dollar, *idem*.

<sup>16</sup> David Dollar, *idem*.

<sup>17</sup> Thilo Hanemann, Cassi Gao, *idem*.

<sup>18</sup> David Dollar, *idem*.

<sup>19</sup> Jack Caporal, « Commerce to review China's non-market economy status, but no change expected », *Inside U.S. Trade daily news*, March 29, 2017. En ligne : <https://insidetrade.com/daily-news/commerce-review-china's-non-market-economy-status-no-change-expected>

<sup>20</sup> David Dollar, *idem*. Extrait : « U.S. law has a definition of a market economy ; although this definition is somewhat subjective, a good case can be made that China does not meet the standard ».

## Quel avenir pour le système commercial en Asie-Pacifique ?

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, la reconstruction et la prospérité des nations de l'Asie-Pacifique dépendaient principalement du leadership des États-Unis et des institutions multilatérales mises en place au lendemain de la conférence de Bretton Woods.<sup>21</sup>

Les grandes puissances commerciales de l'Asie-Pacifique, dont le Japon, la Corée du Sud, Singapour, Taïwan et la RPC ont bénéficiés des retombées de ce système. Or, c'est cet ordre que remet en question l'administration Trump, du moins les règles du jeu. L'ordre présidentiel du 23 janvier 2017 annonçant le retrait immédiat des États-Unis de l'accord de partenariat transpacifique [ TPP ] en est la manifestation concrète.

La fin du TPP est-elle annonciatrice du déclin du multilatéralisme et de la coopération économique entre les nations ? Il pourrait en découler une reconfiguration du système commercial multilatéral, soit un déplacement du centre de gravité des échanges commerciaux de l'Atlantique vers le Pacifique. C'est ce que semble indiquer un article des journalistes Raine Tiessalo et Ting Shi qui font un lien entre un arrêt prévu à Helsinki du président chinois Xi Jinping, avant sa rencontre avec le président Trump au début avril, et un changement majeur dans la dynamique du commerce mondial. Selon Tiessalo et Shi, la position de l'administration Trump vis-à-vis le système commercial multilatéral favorise un rapprochement entre la Chine et l'Europe. Les auteurs soulignent que les flux commerciaux entre les deux grands marchés atteignent déjà 1.1 milliards de dollars par jour.<sup>22</sup>

*Any bilateral agreement with Japan would have to see Tokyo add to the concessions it made in the TPP, which he characterized as "minor gains" for the U.S. in agriculture and intellectual property, and he said the U.S. would not accept anything less.*

Press conference with U.S. Commerce secretary Wilbur Ross. *Financial Times*, April 16 2017.

Le paradoxe de l'abandon du TPP par les États-Unis est que l'administration Trump prend ses distances avec le système multilatéral tout en ayant l'intention d'utiliser les avantages acquis dans de futures négociations bilatérales.<sup>23</sup>

Quoiqu'il en soit, deux observations s'imposent. En premier lieu, la position de repli adoptée par l'administration Trump face au système commercial multilatéral

<sup>21</sup> Shiro Armstrong, « A new deal in Asia : can RCEP pick up where the TPP left off ? », *Foreign Affairs*, March 17, 2017. En ligne : <https://www.foreignaffairs.com/articles/asia/2017-03-17/new-deal-asia>

<sup>22</sup> Raine Tiessalo, Ting Shi, « Xi's nordic stopover on his way to U.S. reveals a global trade shift », *Bloomberg Politics*, April 3, 2017. En ligne : <https://www.bloomberg.com/politics/articles/2017-04-03/xi-s-nordic-stopover-on-way-to-trump-reveals-global-trade-shift>

<sup>23</sup> Shawn Donnan, Demetri Sevastopulo, *idem*.



est la cause principale de l'incertitude de fonds quant à son avenir. Cette position peut être temporaire ou refléter une tendance lourde qui se transposera dans les administrations futures. En l'absence du leadership américain, on pourrait s'attendre, à terme, à l'émergence de tensions commerciales de plus en plus vives entre les grandes puissances commerciales.

Deuxièmement, dans le cas d'un déplacement du centre de gravité du commerce mondial vers l'Asie-Pacifique, les États-Unis demeurent encore la principale puissance économique et financière dans le système international. À cet égard, la rivalité croissante entre la Chine et les États-Unis génère des tensions mais peut aussi ouvrir la voie à des opportunités de coopération entre les deux pays. Pour Ikenberry et Lim, si les règles du système commercial multilatéral sont remises en

*To the extent that the institutions that underpin the liberal international order are well-functioning, enjoy widespread legitimacy and, most importantly, deliver China significant benefits, Beijing may see the need to become a more activist defender of the status quo.*

G. John Ikenberry, Darren J. Lim.  
Brookings, April 2017.

question, cela ne veut pas dire que l'on assistera à l'émergence d'un ordre international tout à fait étranger à ce que l'on connaît aujourd'hui.<sup>24</sup>

Enfin, Shiro Armstrong souligne l'intérêt des pays de l'Asie-Pacifique pour la négociation d'un accord régional global de partenariat économique [ *East Asian Regional Comprehensive Economic Partnership – RCEP* ]. Ce projet d'accord réunit les pays de l'ASEAN plus l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Chine, le Japon, l'Inde et la Corée du Sud. La ronde du RCEP, lancée en 2012, pourrait éventuellement donner une seconde

chance à un processus d'intégration régionale dans la région Asie-Pacifique.<sup>25</sup>

L'enjeu est de taille pour les pays de l'Asie-Pacifique. Selon le professeur Yong Deng, la crise financière de 2007-2008 a fortement ébranlée les économies occidentales, ce qui a fragilisé les institutions de l'ordre international libéral. De plus, les chiffres du FMI montrent que les économies émergentes contribuent pour près de 80 % de la croissance économique mondiale et pour 60 % du PIB mondial.<sup>26</sup>

<sup>24</sup> G. John Ikenberry, Darren J. Lim, « China's emerging institutional statecraft : the asian infrastructure investment bank and the prospects for counter-hegemony », *Brookings*, April 2017. En ligne : <https://www.brookings.edu/research/chinas-emerging-institutional-statecraft>

<sup>25</sup> Shiro Armstrong, *idem*. Extrait : « It would be an Asian contribution to keeping the global trading system open. This would reinforce geopolitical stability in the Western Pacific while reiterating a commitment to global openness ».

<sup>26</sup> Yong Deng, « Can China save the global order ? », *Project Syndicate*, March 20, 2017. En ligne : <https://www.project-syndicate.org/commentary/china-leader-global-order-by-yong-deng-2017-03>

## Références

Armstrong, Shiro. « A new deal in Asia : can RCEP pick up where the TPP left off ? ». *Foreign Affairs*, 17 mars 2017. En ligne : <https://www.foreignaffairs.com/articles/asia/2017-03-17/new-deal-asia>

Caporal, Jack. « Commerce to review China's non-market economy status, but no change expected ». *Inside U.S. Trade daily news*, March 29, 2017. En ligne : <https://insidetrade.com/daily-news/commerce-review-china's-non-market-economy-status-no-change-expected>

Deblock, Christian. « Les États-Unis et l'investissement direct étranger : une histoire à trois temps ». Chap. in *L'investissement et la nouvelle économie mondiale : trajectoires nationales, réseaux mondiaux et normes internationales*, sous la direction de Mathieu Arès et Éric Boulanger, pp. 153-223. Coll. « Mondialisation et Droit International ». Bruxelles : Éditions Bruylant, 2012.

Deng, Yong. « Can China save the global order ? ». *Project Syndicate*, March 20, 2017. En ligne : <https://www.project-syndicate.org/commentary/china-leader-global-order-by-yong-deng-2017-03>

Dollar, David. « The future of U.S.-China economic ties ». *Brookings report*, 4 octobre 2016 (mise à jour le 23 janvier 2017). En ligne : <https://www.brookings.edu/research/the-future-of-u-s-china-trade-ties>

Donnan, Shawn, and Demetri Sevastopulo. « IMF warnings of U.S. protectionism ' rubbish ', says Ross ». *Financial Times*, 16 avril 2017. En ligne : <https://www.ft.com/content/ef20b50a-22-11e7-8691-d5f7e0cd0a16>

Editor. « The silk-silver axis : the world's most important economic relationship is also its most fraught ». *The Economist*, vol. 423, no. 9034 ( April 2017 ), pp. 59-62. En ligne : <http://www.economist.com/news/briefing/21719772-worlds-most-important-bilateral-economic-relationship-flourishingand-deep>

Feldstein, Martin. « Inconvenient truths about the U.S. trade deficit ». *Project Syndicate*, 25 avril 2017. En ligne : <https://www.project-syndicate.org/commentary/america-trade-deficit-inconvenient-truth-by-martin-feldstein-2017-04>

Hanemann, Thilo, and Cassi Gao. « Record deal making in 2016 pushes cumulative Chinese FDI in the U.S. above \$ 100 billion ». *Rhodium Group, LLC note*, 30 décembre 2016. En ligne : <http://rhg.com/notes/record-deal-making-in-2016-pushes-cumulative-chinese-fdi-in-the-us-above-100-billion>

Ikenberry, G. John, Darren J. Lin. « China's emerging institutional statecraft : the asian infrastructure investment bank and the prospects for counter-hegemony », *Brookings report*, avril 2017. En ligne : <https://www.brookings.edu/research/chinas-emerging-institutional-statecraft>

Morrison, Wayne M. *China-U.S. Trade Issues*. Washington D.C. : Congressional Research Service, 2017, 80 pages. En ligne : <https://fas.org/sgp/crs/row/RL33536.pdf>

Sachs, Jeffrey D. « Will economic illiteracy trigger a trade war ? ». *Project Syndicate*, 20 avril 2017. En ligne : <https://www.project-syndicate.org/commentary/trump-economic-illiteracy-trade-war-by-jeffrey-d-sachs-2017-04>

Tiessalo, Raine, Ting Shi. « Xi's Nordic stopover on his way to U.S. reveals a global trade shift ». *Bloomberg Politics*, 3 avril 2017. En ligne : <https://www.bloomberg.com/politics/articles/2017-04-3/xi-s-nordic-stopover-on-way-to-trump-reveals-global-trade-shift>



## Études économiques, ouvrages et articles connexes ce mois-ci

Canada, senate, the standing senate committee on foreign affairs and international trade. *Free Trade Agreements : a tool for economic prosperity*. Ottawa : Senate of Canada, 2017, 74 pages. En ligne :

[https://sencanada.ca/content/sen/committee/421/AEFA/reports/FreeTradeReport\\_e.pdf](https://sencanada.ca/content/sen/committee/421/AEFA/reports/FreeTradeReport_e.pdf)

Deng, Yong. *China's struggle for status : the realignment of international relations*. Cambridge (UK), New York : Cambridge University Press, 2008, 314 pages.

<https://www.amazon.ca/dp/052171415X>

Eichengreen, Barry. *Hall of mirrors : the great depression, the great recession, and the uses-and misuses-of history*. Oxford (UK), New York : Oxford University Press, 2015, 520 pages. <https://www.amazon.ca/dp/0190621079>

Ikenberry, G. John, Darren J. Lim. *China's emerging institutional statecraft : the asian infrastructure investment bank and the prospects for counter-hegemony*. Coll. : « Project on International Order and Strategy ». Washington D.C. : The Brookings Institution, 2017, 27 pages. En ligne : <https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2017/04/chinas-emerging-institutional-statecraft.pdf>

O'Hanlon, Michael (editor). *Brookings big ideas for America*. Washington D.C. : Brookings Institution Press, 2017, 280 pages.

<https://www.amazon.ca/dp/0815731310>

United States, U.S. department of commerce, census bureau and bureau of economic analysis. *U.S. international trade in goods and services : February 2017*. Washington D.C. : U.S. Department of Commerce, April 4, 2017, 53 pages. En ligne : <https://www.census.gov/foreign-trade/data/index.html>

## Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

### Direction

Christian Deblock, professeur  
titulaire au département de  
science politique de l'UQAM et  
directeur de recherche du CEIM.

### Rédaction

Luc Pelletier, rédacteur  
associé au CEIM.

### Abonnez-vous

[À la liste de diffusion](#) 

[Au fil RSS](#) 

Adresse civique :

UQAM, 400, rue Sainte-Catherine  
Est  
Pavillon Hubert-Aquin, bureau A-  
1560  
Montréal (Québec) H2L 2C5 CA-  
NADA

Adresse postale :

Université du Québec à Montréal  
Case postale 8888, succ. Centre-  
Ville  
Montréal (Québec) H3C 3P8 CA-  
NADA

Téléphone : 514 987-3000, poste  
3910

Télécopieur : 514 987-0397

Courriel : [ceim@uqam.ca](mailto:ceim@uqam.ca)

Site web : [www.ceim.uqam.ca](http://www.ceim.uqam.ca)

